

**Annexe web 3:****Informations actualisées sur le Forum de la science et de l'innovation et rôle moteur et collaboration de la FAO aux fins de la réorientation du soutien apporté au secteur de l'alimentation et de l'agriculture pour transformer les systèmes agroalimentaires*****Informations actualisées sur le Forum de la science et de l'innovation de la FAO***

1. Le tout premier Forum de la science et de l'innovation s'est tenu du 17 au 21 octobre 2022 au siège de la FAO et a mis en exergue le rôle central que la science, la technologie et l'innovation jouent dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Il a été l'occasion de présenter les dernières évolutions dans les domaines de la science et de l'innovation et d'étudier les avancées scientifiques en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La manifestation, qui a rassemblé d'éminents experts mondiaux en matière de science et d'innovation, a permis d'encourager la diversité des points de vue en se fondant sur la science, ce qui a eu pour effet de rendre les débats plus rationnels et plus inclusifs.

2. Le Forum de la science et de l'innovation 2022 était organisé conjointement avec le Forum mondial de l'alimentation et le Forum d'investissement Main dans la main, les trois forums traçant des voies distinctes mais interdépendantes et complémentaires. Le comité directeur informel du Forum de la science et de l'innovation était présidé par la Scientifique en chef de la FAO et rassemblait des scientifiques et des experts techniques de renom. Il assurait une direction éclairée et jouait également le rôle de conseil consultatif chargé de superviser l'élaboration du programme du Forum, qui était varié et traitait de grandes questions, solutions et possibilités en matière de politiques, de science et d'éducation, l'objectif étant de transformer les systèmes agroalimentaires. Il a facilité des échanges approfondis entre les leaders d'opinion, les décideurs et les experts scientifiques d'aujourd'hui et de demain.

3. Les objectifs du Forum de la science et de l'innovation étaient les suivants: i) partager des solutions fiables fondées sur la science et des données factuelles afin de créer des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables; ii) aider les pays à prendre des décisions éclairées concernant la co-création, l'adaptation et l'adoption de technologies et d'innovations adéquates dans un contexte donné; iii) étudier les avancées scientifiques et technologiques ainsi que les risques et possibilités qui leur sont associés; iv) promouvoir une bonne communication scientifique, y compris sur les questions controversées; v) analyser les solutions qui permettraient de renforcer la prise de décisions fondées sur des données scientifiques et factuelles.

4. Plus de 300 scientifiques invités, décideurs, professionnels du développement et représentants d'organisations de la société civile ainsi que des Membres de la FAO ont ainsi présenté et étudié les dernières avancées dans les domaines de la science et de l'innovation et partagé des données d'expérience avec plus de 10 000 participants qui ont pris part au Forum à distance et près de 2 000 qui y ont assisté en personne, au siège de la FAO et dans les bureaux régionaux. Trente-neuf sessions ont été organisées entre le 17 et le 21 octobre 2022, dont une table ronde avec des scientifiques en chef du système des Nations Unies, une réunion ministérielle de haut niveau, 10 manifestations spéciales, 6 manifestations thématiques, 10 manifestations principales et 8 manifestations parallèles et tables rondes interactives consacrées aux moyens de faciliter la prise de décisions fondées sur la science et des données factuelles. Plus de 95 manifestations parallèles en ligne ont également été organisées entre le 12 et le 14 octobre 2022, de façon indépendante, par des universités, des instituts de recherche, des organisations internationales – dont des organismes des Nations Unies –, des organisations de la société civile et des entités des secteurs public et privé représentant toutes les régions.

5. Les thèmes des sessions étaient étroitement liés au Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et à sa Stratégie en matière de science et d'innovation; l'objectif était de faire circuler un ensemble d'éléments de connaissance concrets sur le pouvoir de transformation que renferment la science, la communication scientifique, l'interface science-politiques-société, les investissements dans la recherche pour le développement, la science des données et leur utilisation, l'approche «Une seule

santé», la transformation bleue, la science et l'innovation comme passerelle entre les forêts et les populations, la transformation durable du secteur de l'élevage, les pertes et gaspillage et alimentaires, la gestion des nutriments des sols et des plantes, l'alimentation saine et l'action climatique au service de la transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. Les manifestations spéciales ont été l'occasion de mettre en avant les résultats des partenariats entre la FAO et les réseaux de recherche nationaux ainsi que de présenter des actions concrètes menées aux niveaux régional et national pour faciliter la prise de décisions éclairées.

6. Lors d'une exposition organisée dans le cadre du forum, les participants ont pu découvrir les méthodes et techniques de laboratoire utilisées au Centre mixte de la FAO et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en réalisant une visite virtuelle de ses infrastructures de recherche, ainsi que des vidéos et publications présentant les activités en lien avec la Plateforme pour l'agriculture tropicale et le Portefeuille de services numérique. Les principaux messages à retenir du forum, les interventions vidéo d'experts, des entretiens vidéo avec des scientifiques et des photos de l'événement ont été diffusés dans des articles, des stories, des albums sur flickr, des tweets et via d'autres plateformes de réseaux sociaux et consultés par plus de 12 000 utilisateurs tout au long de la semaine.

### ***Réorienter le soutien à l'alimentation et à l'agriculture pour transformer les systèmes agroalimentaires***

7. Le panorama actualisé de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde qui est présenté dans l'édition 2022 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* montre que nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre le deuxième objectif de développement durable (ODD 2), qui vise à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes. La faim dans le monde a encore gagné du terrain en 2021, année où 702 millions à 828 millions de personnes en ont souffert. En outre, plus de 2,3 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas accès à une nourriture adéquate la même année, et près de 3,1 milliards de personnes ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine en 2020. La persistance de la pandémie de covid-19 et d'autres crises, telles que les conflits et la crise climatique, menacent la réalisation de l'ODD 2.

8. La transformation des systèmes agroalimentaires est plus que jamais nécessaire pour nous mettre sur la voie de la réalisation de l'ODD 2. Toutefois, la conjoncture récessionniste actuelle fait qu'il est très délicat pour les gouvernements de contribuer à la transformation des systèmes agroalimentaires, notamment sous la forme d'investissements. La FAO a entrepris d'analyser la façon dont les pouvoirs publics organisent le soutien au secteur de l'alimentation et de l'agriculture afin de les aider à mieux tirer parti des budgets publics.

9. Le soutien public apporté à l'alimentation et à l'agriculture est une question à laquelle la FAO s'intéressait déjà. Depuis plusieurs années, l'Organisation est membre du [Consortium des incitations agricoles](#), consortium des organisations internationales pour la mesure de l'environnement politique pour l'agriculture qui vise à améliorer la qualité et la portée des mesures de soutien publiques partout dans le monde. À cette fin, le Consortium collabore avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cependant, ce n'est que plus récemment que le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture s'est vu accorder un rang de priorité élevé par la communauté internationale.

10. La FAO joue un rôle de premier plan dans ces débats mondiaux. En 2021, elle a dirigé la rédaction du rapport intitulé [A multi-billion-dollar opportunity – Repurposing agricultural support to transform food systems](#) (Une opportunité se chiffrant à plusieurs milliards de dollars – Réorienter le soutien au secteur agricole pour transformer les systèmes alimentaires), qu'elle a copublié avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). Ce rapport a marqué une étape importante. Il a montré que les agriculteurs étaient généralement ciblés de façon individuelle par le soutien au secteur agricole et avaient reçu en moyenne un montant annuel de 540 milliards d'USD sur la période 2013-2018. Une grande partie de ce soutien entraîne des distorsions et des effets délétères sur le plan environnemental et social. Les auteurs du rapport ont donc appelé à agir aux niveaux national, régional et mondial pour

éliminer progressivement les formes néfastes de soutien et réorienter l'appui vers des investissements dans les biens et les services publics qui profitent à l'agriculture, comme la recherche, le développement et les infrastructures.

11. Plusieurs études et rapports sont parus après le rapport de la FAO, du PNUD et du PNUE. Ils ont certes fourni des éclairages importants pour la réorientation du soutien, mais ils portent principalement sur les conséquences sur le climat et sur l'environnement plutôt que sur la mesure dans laquelle la réorientation du soutien public contribuerait véritablement à réduire le coût des aliments nutritifs et à rendre plus abordable une alimentation saine.

12. Afin de combler ce manque de connaissances, la FAO a de nouveau joué le rôle de chef de file et publié, en étroite collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'édition 2022 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, sur le thème «[Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable](#)». L'édition 2022 dresse un tableau plus complet: à l'échelle mondiale, le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture se chiffre à 630 milliards d'USD par an en moyenne sur la période 2013-2018. Les producteurs agricoles reçoivent la part du lion de cette aide à l'échelle mondiale (environ 70 pour cent). Les États ont dépensé annuellement 111 milliards d'USD environ pour fournir au secteur des services d'intérêt général; quant aux consommateurs de produits alimentaires, ils ont reçu 72 milliards d'USD par an en moyenne. La majeure partie du soutien prêté aux producteurs prend la forme d'incitations par les prix, y compris des mesures aux frontières visant les importations et les exportations (droits de douane à l'importation, quotas, taxes sur les exportations, interdictions d'exporter, licences d'exportation, etc.) et des mesures de contrôle des prix du marché (prix administrés auxquels les gouvernements achètent les denrées alimentaires aux agriculteurs ou politiques de prix minimum à la production).

13. Le rapport montre également les voies par lesquelles le soutien apporté actuellement à l'alimentation et à l'agriculture contribue à faire monter le coût relatif des aliments nutritifs et à favoriser une alimentation qui nuit à la santé. On y trouve des conseils sur les autres associations d'instruments de soutien public à l'alimentation et à l'agriculture qui peuvent aider à réduire le coût des aliments nutritifs, ainsi que des conseils pour gérer les déséquilibres résultant de ce changement d'orientation et faire en sorte que les systèmes agroalimentaires gagnent non seulement en efficacité, mais aussi en inclusivité, résilience et durabilité. Les auteurs recommandent que, dans le cadre de la réorientation des mesures commerciales et des subventions, il soit tenu compte des engagements que les pays ont pris et des flexibilités dont ils bénéficient au titre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les décideurs devront également veiller à ce que les agriculteurs ne manquent pas de ressources pour se spécialiser dans la production d'aliments nutritifs. Pour éviter de pénaliser les agriculteurs et les producteurs, les pouvoirs publics devront accroître les subventions aux consommateurs, et non réorienter les subventions des producteurs vers les consommateurs. Dans les pays à faible revenu, avec l'aide du financement international en faveur du développement, les gouvernements devront consacrer plus de fonds à la fourniture de services d'intérêt général (recherche-développement, infrastructures, etc.) selon un ordre de priorité bien défini afin de combler les déficits de productivité de la production d'aliments nutritifs et de permettre la génération de revenus grâce à la transformation des systèmes agroalimentaires, de façon à rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable.

14. Après avoir formulé des recommandations à l'échelle mondiale, la FAO s'attache maintenant à appuyer les politiques au niveau des pays. Par l'intermédiaire de son programme [Suivi et analyse des politiques alimentaires et agricoles \(SAPAA\)](#), elle a commencé à aider les pouvoirs publics de huit pays d'Afrique subsaharienne à mieux tirer parti du soutien public qu'ils apportent et de leurs ressources, en vue d'accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires d'une façon qui contribue également à rendre l'alimentation saine plus abordable. En Éthiopie, par exemple, elle a récemment montré qu'une [réaffectation et une optimisation du budget existant](#) auraient pour effet d'augmenter la production du système agroalimentaire et que plus 2,3 millions d'Éthiopiens supplémentaires pourraient se permettre une alimentation saine, que près de 500 000 emplois seraient créés et que 450 000 Éthiopiens sortiraient de la pauvreté. Des ressources devront être mobilisées pour que la FAO puisse apporter ce soutien technique à une plus grande partie du pays.